



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## orphelins

Question écrite n° 43209

### Texte de la question

M. Pierre Morange appelle l'attention de M. le ministre délégué aux anciens combattants sur la situation des orphelins de déportés de la Seconde Guerre mondiale. Le décret n° 2000-657 du 13 juillet 2000 prévoit une indemnisation au profit des personnes dont l'un des deux parents a trouvé la mort en déportation de France durant la Seconde Guerre mondiale, victime des persécutions antisémites. Or, cette mesure ne couvre pas toutes les victimes du nazisme. C'est dans cette optique que le Gouvernement a confié en septembre 2003 à M. Philippe Dechartre le soin de réaliser une étude et de proposer des mesures concrètes sur ce sujet. Ce rapport souligne la nécessité d'indemniser les orphelins de résistants déportés, de fusillés ou massacrés. Afin de concrétiser ces propositions, un décret serait en cours d'examen par les services du secrétaire d'État au budget et à la réforme budgétaire. Aussi, il lui demande l'état d'avancement de ce texte et notamment le calendrier prévisionnel de sa publication.

### Texte de la réponse

Le décret n° 2004-751 du 27 juillet 2004 instituant une aide financière en reconnaissance des souffrances endurées par les orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la Seconde Guerre mondiale, a été publié au Journal officiel de la République française du 29 juillet 2004. Les orphelins des déportés résistants et politiques morts en déportation et des personnes arrêtées et exécutées dans les conditions définies aux articles L. 274 et L. 290 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre bénéficieront ainsi d'une prestation d'un montant équivalent à celui fixé par le décret n° 2000-657 du 13 juillet 2000 instituant une mesure de réparation pour les orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions antisémites. Cette mesure marque l'aboutissement d'une démarche engagée dès le mois de mai 2002, à la demande du Président de la République. Le 2 septembre 2003, le Premier ministre, prenant connaissance des conclusions du rapport élaboré, à la demande du ministre délégué aux anciens combattants, par M. Philippe Dechartre, ancien résistant, ancien ministre du Général de Gaulle et de Georges Pompidou, avait annoncé la décision de principe du Gouvernement. Le travail de clarification visant à définir le périmètre des ressortissants éligibles à cette mesure a été soumis à l'avis du Conseil d'État. Il présente donc les meilleures garanties de solidité juridique. Ce décret, publié dans les délais annoncés, répond aux attentes exprimées par les parlementaires de tous les groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat ainsi que par les associations du monde combattant et celles des victimes des persécutions nazies consultées par M. Dechartre. Ainsi, afin de restaurer durablement la sérénité, le Gouvernement fait prévaloir l'équité, dans le respect scrupuleux des situations spécifiques des différentes catégories de ressortissants ayant eu à souffrir des conséquences les plus extrêmes de la Seconde Guerre mondiale.

### Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Morange](#)

**Circonscription :** Yvelines (6<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question** : 43209

**Rubrique** : Anciens combattants et victimes de guerre

**Ministère interrogé** : anciens combattants

**Ministère attributaire** : anciens combattants

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 6 juillet 2004, page 5016

**Réponse publiée le** : 24 août 2004, page 6622